

Pacte de Stabilité et de Croissance

Lettre (mars 2005)

Le Panel Monétaire de la Ligue Européenne de Coopération Économique, réuni à Genève le 11 mars 2005, a pris note avec préoccupation de l'évolution récente des discussions relatives à l'aménagement du Pacte de Stabilité et de Croissance.

Le Panel rappelle que la discipline budgétaire basée sur des règles et sur la surveillance de leur respect est un élément essentiel de l'union monétaire, aussi longtemps que les politiques budgétaires demeurent fortement décentralisées. Le Traité a défini les limites dans lesquelles les finances publiques présentent un degré de convergence compatible avec la stabilité de l'euro, et le Pacte de Stabilité et de Croissance a précisé dans quelles conditions les politiques budgétaires peuvent conserver des marges de manœuvre, à travers le cycle économique, tout en respectant les limites fixées.

Le Panel rappelle aussi que de nombreux États membres ont consenti des efforts considérables, en période conjoncturelle difficile, pour rendre leur situation budgétaire compatible avec le démarrage de l'union économique et monétaire selon le calendrier fixé par le Traité. Il importe aujourd'hui que l'aménagement envisagé des règles du Pacte ne conduise pas à son affaiblissement au détriment de la crédibilité de l'union monétaire et de la confiance des marchés.

Le Panel est conscient des difficultés que rencontrent certains États membres dans la gestion de leurs finances publiques, dans un contexte de conjoncture peu dynamique. Ces difficultés seraient pourtant plus grandes encore en l'absence d'union monétaire ou si l'euro venait à perdre la stabilité qui lui permet d'afficher des taux d'intérêt historiquement bas, eux-mêmes soutien d'une croissance durable.

Le Panel se réjouirait certes de voir les États membres confier à l'Union le soin de définir des ordres de priorité dans les dépenses des collectivités publiques, mais une telle vision coordonnée de la gestion des finances publiques ne doit pas être installée aux dépens de la discipline budgétaire, telle qu'elle se reflète dans les besoins d'emprunt du secteur public et dans l'endettement public. En particulier une interprétation trop extensive des "circonstances" de nature à excuser le dépassement de la limite, par exemple celle qui consisterait à ne pas tenir compte de certaines catégories de dépenses pour le calcul du respect de cette limite, priverait celle-ci de sa raison d'être initiale. En revanche l'accentuation du volet préventif du Pacte, visant à constituer une réserve budgétaire en période de haute conjoncture, est très bienvenue.

Le Panel saisit l'occasion de rappeler que, dans le Cahier Comte Boël n°11 publié en juin 2004 par la Ligue, et intitulé "European Economic Governance Revisited", le lien est établi entre un renforcement substantiel de la gouvernance économique européenne et une refonte en profondeur du Pacte de Stabilité et de Croissance, conduisant à y ajouter la dimension du solde budgétaire consolidé des États membres de la zone euro, à substituer aux sanctions financières actuellement prévues la possibilité de suspendre le droit de vote au sein du Conseil pour l'État membre en infraction, et à renforcer les pouvoirs de la Commission européenne dans ce domaine. Ces propositions vont certes au-delà des dispositions du Traité constitutionnel; elles s'inscrivent dans la perspective d'une dynamique européenne en évolution constante.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de notre très haute considération,

Ferdinand CHAFFART
Président International de la Ligue

Jean-Jacques REY
Président du Panel Monétaire de la Ligue

adressé à:

** M. Jean-Claude Juncker - Président du Conseil Européen, Président du Conseil ECOFIN,
Président de l'Eurogroupe*

*cc: * M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne*

** M. Joaquin Almunia, Membre de la Commission européenne*

** M. Josep Borrell Fontelles, Président du Parlement européen*

** Mme Pervenche Bérès, Présidente de la Commission des Affaires économiques et
monétaires du Parlement européen*

** M. Jean-Claude Trichet, Président de la Banque Centrale Européenne*

- - - - -